



La stratégie al Assad : diviser pour survivre

François Burgat

► To cite this version:

François Burgat. La stratégie al Assad : diviser pour survivre. François Burgat, Bruno Paoli. Pas de printemps pour la Syrie. Les clefs pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013), La Découverte, pp.19-32, 2013, 978-2-7071-7775-9. halshs-00915294

HAL Id: halshs-00915294

<https://shs.hal.science/halshs-00915294>

Submitted on 7 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La stratégie de Bachar Al-Assad : diviser pour survivre¹

François Burgat (CNRS- Ifpo-Iremam)

extrait de

«Pas de printemps pour la Syrie : les clefs pour comprendre
la crise syrienne 2011-2013 » F. Burgat et B. Paoli (dir)

Paris, La Découverte, décembre 2013

Résumé : Face à la poussée protestataire née, en mars 2011, dans le sillage des printemps tunisien et égyptien, c'est le recours systématique à la répression la plus brutale mais également à la division (confessionnelle, ethnique et politique) qui a fait la force de la réaction du régime syrien à la poussée protestataire né en mars 2011 dans le sillage des printemps tunisien et égyptien. C'est la division de ses adversaires, et de leurs partenaires, à l'intérieur comme à l'extérieur, dans leurs objectifs comme dans leurs stratégies, qui fait leur faiblesse.

Summary: Faced with a protest movement that started in March 2011 in the wake of the Tunisian and Egyptian revolutions, it is the most brutal repression along with the systematic use, and very effective use, of divisions, whether (religious, ethnic and political,) and the most brutal repression, which has enabled the efficiency of the Syrian regime to resist with such a resilience the protest thrust started in March 2011 in the wake of the Tunisian and Egyptian spring. And it is the division of his opponents, in Syria and abroad alike, as well as the disagreements of their foreign partners, over goals, methods and strategies, which caused their weakness.

Mots Clefs : Syrie, opposition, islamisme, répression, printemps arabe, Bachar al-Assad, divisions confessionnelles.

Syria, Opposition, Islamism, Repression, Arab Spring, Bachar al-Assad, Religious Strife,

Qu'a-t-il manqué aux opposants au régime de Bachar al-Assad pour connaître un autre destin que celui de leurs homologues égyptiens, tunisiens, libyens ou yéménites ? Comment et pourquoi la Syrie a-t-elle basculé du printemps de la revendication nationale démocratique dans l'enfer de la guerre sectaire régionale ? À l'évidence, c'est l'union cynique autour de la pratique systématique, redoutablement efficace, de

¹ Ce chapitre reprend certains éléments d'une interview de l'auteur (sous le pseudonyme de Jean-Marie Cléry) publiée en septembre 2011 par le site Algeria.net sous le titre « L'impasse syrienne », mise à jour un an plus tard [Burgat, 2013].

la division (confessionnelle, ethnique et politique) et du recours illimité à la répression la plus brutale qui a fait la force d'un camp. Et c'est la division, dans les objectifs autant que dans les stratégies, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui a fait la faiblesse de l'autre.

La fabrication de la guerre civile

Pendant les trente premiers mois de la crise, la coalition, si hétéroclite soit-elle, des soutiens jusqu'au-boutistes de Bachar, apeurés pour les uns, cyniques pour les autres, a ainsi été rejointe par une autre, progressivement presque plus importante : celle des adversaires (du radicalisme) des opposants du dictateur damascène.

Cette coalition-là continue à se révéler plus efficace que le camp de ceux qui lui résistent. On trouve dans ce dernier des combattants dont la détermination ne peut être mise en doute. Mais ils sont demeurés atomisés en milices parfois plus rivales que solidaires et où la gangrène de la radicalisation sectaire a rongé ici et là le projet national. On y trouve des sponsors arabes et occidentaux, eux aussi profondément divisés, indécis et contradictoires dans leurs stratégies comme dans leurs ambitions. Et ce n'est pas le long intermède débouchant sur la confiscation des armes chimiques à la fin de l'été 2013 qui aura en quoi que ce soit changé la donne.

Dans la constellation des « printemps » arabes, quelles variables permettent d'expliquer la persistance de cette « exception syrienne » [Donati, 2009] sur laquelle le regard des observateurs extérieurs s'est une nouvelle fois accordé et qui vont influencer directement sur la société qui sortira un jour de la crise ? Pourquoi près de trente mois de lutte armée d'une rare intensité n'ont-ils pas conduit au même résultat que les quelques semaines de protestation essentiellement pacifique des opposants à Zine Al-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak ou Mouammar Kadhafi ? Il faut, pour le comprendre, refaire l'inventaire des ressources – matérielles, politiques et idéologiques, internes, régionales et internationales – que depuis mars 2011, les acteurs en présence, l'opposition et le régime d'une part, leurs soutiens respectifs nationaux ou étrangers d'autre part, ont su ou non mobiliser.

En mars 2011, l'opposition syrienne pouvait prendre appui, tout comme ses homologues tunisienne, égyptienne ou libyenne, sur le repoussoir de l'usure et des contre-performances démocratiques du régime contre lequel elle allait oser se dresser.

Un régime où les institutions du contrôle policier et de la répression s'étaient de longue date substituées à celles de la représentation politique et du contrôle parlementaire ou judiciaire de l'exécutif et où, derrière une fiction de pluralisme institutionnel (formellement, le Baas était seulement l'un des membres d'un front populaire alliant près de dix partis), toutes les expressions de l'autoritarisme et du clientélisme s'étaient épanouies au détriment de l'État de droit. L'opposition bénéficiait tout autant d'une exceptionnelle conjoncture « printanière » qui avait contribué à faire tomber le mur de la peur construit par le régime depuis la répression du soulèvement de Hama en 1982, et boosté comme jamais le courage et l'imagination d'une nouvelle génération de protestataires, loin d'être tous des candidats à la militarisation. Cette conjoncture avait acquis également à l'opposition, fut-ce pour des raisons où les intérêts de la démocratie n'étaient pas toujours seuls en cause, le soutien actif de plusieurs pays importants : le voisin turc, plusieurs États arabes (Arabie saoudite, Qatar et Émirats arabes unis, mais également les principales puissances occidentales – France, Royaume-Uni et États-Unis –, soucieuses notamment d'instrumentaliser à leur profit la vague protestataire qui venait de balayer leurs vieux alliés d'Afrique du Nord.

La facilité relative avec laquelle une protestation citoyenne pacifique, territorialisée d'abord dans des quartiers souvent multiconfessionnels, a pu être dévoyée en une inhumaine guerre civile aux accents de plus en plus sectaires interroge : pourquoi le socle du rejet partagé de la violence et de la corruption d'État n'a-t-il pas suffi à inscrire l'opposition syrienne sur une trajectoire victorieuse comparable à celle des tombeurs de Ben Ali et de Moubarak ? C'est d'abord parce que, sur la scène intérieure, où il était moins isolé Bachar al-Assad a opté pour une répression d'une violence disproportionnée avec le registre de ses opposants, comme l'explique Naïm Kosayyer, activiste humanitaire franco-syrien : « L'unique stratégie qui transparaît clairement de la part du régime a été de garder toujours un ou deux niveaux de violence d'avance sur ses contestataires. Aux manifestants désarmés, il a envoyé la Sûreté tirer à balles réelles. Face à des citoyens qui se sont armés de Kalachnikovs pour se protéger, on a alors envoyé les chars. Et face à des hommes dotés de lance-roquettes, on a utilisé l'artillerie lourde et l'aviation militaire ». Il a ensuite réussi à exploiter avec une rare

efficacité les divisions du corps social, moins politiques qu'ethniques et confessionnelles, qui existaient à un état plus ou moins latent, aussi bien dans leur expression intérieure, pacifique ou armée, que dans leur expression « exportée ». Si le régime a survécu à trente mois de révolte, c'est enfin parce qu'il a bénéficié de la profonde division de son environnement régional et international, cette variable externe apparaissant comme déterminante pour l'issue à venir de la crise.

Du parler laïque à la mobilisation confessionnelle et sectaire

L'équipe dirigeante, largement renouvelée depuis le début des années 2000 et qui était manifestement moins démunie en mars 2011 que ses homologues tunisienne ou égyptienne, n'a pas hésité, pour diviser le front de ses adversaires, à mettre à mal le socle citoyen qu'à grand renfort de proclamation de laïcité, elle prétendait avoir construit entre les appartenances confessionnelles. Après avoir furtivement tenté de réduire à de banales demandes salariales des protestations exprimées sur un registre explicitement politique – même si des variables sociales ont pu jouer dans la montée du mécontentement –, le régime a dû se rendre à l'évidence : « Le peuple de Deraa n'a pas faim », scandèrent les manifestants en réponse aux promesses de hausse des salaires de la conseillère du Président, Bouthaina Cha'bane. Le régime a ensuite immédiatement adopté la stratégie criminalisante et répressive dont il n'aurait pu en tout état de cause se départir sans renier la logique profonde de son fonctionnement. Il s'est employé à accréditer que la révolte menaçant son pouvoir n'était ni transconfessionnelle ni démocratique, mais bien « sunnite », radicale et en grande partie « importée ». (voir dans l'encadré ci-après le témoignage de Nahed Badawie).

La militante communiste Nahed Badawie : une révolte sunnite² ?

Le plus important, c'est de bien comprendre que le régime savait que sa seule chance

² Nahed Badawie, membre du Parti de l'action communiste syrien, a été emprisonnée de 1987 à 1991, puis une seconde fois lors du premier « printemps de Damas » de 2000, consécutif à la mort d'Hafed el-Assad. Le 16 mars 2011, elle a été arrêtée lors d'une manifestation organisée à Damas devant le ministère de l'Intérieur. Elle vit aujourd'hui réfugiée à l'étranger (entretien et traduction de l'arabe par François Burgat, Beyrouth, janvier 2013).

de l'emporter face à une protestation démocratique dépassant toutes les divisions confessionnelles était de restaurer ces divisions et de faire prendre à la révolte la tournure d'un affrontement interconfessionnel. La grande différence entre cette révolte de 2011 et celles des années 1980, c'est en effet que lorsque les Frères musulmans s'étaient révoltés à Hama (et dans de nombreuses autres villes du pays), seuls des sunnites les avaient soutenus. Alors qu'en 2011, dès le début, la mobilisation, au moins chez les intellectuels, avait une assise dans absolument tous les compartiments de la société. Cela dit, il n'est pas faux pour autant de reconnaître que les sunnites étaient majoritaires. Il y a à cela deux explications.

D'abord le fait que le mouvement a pris plus largement dans les quartiers défavorisés. Or, si les défavorisés n'étaient pas tous sunnites, les sunnites défavorisés l'étaient en quelque sorte doublement : au même titre que tous les autres, mais aussi en tant que sunnites ; les chrétiens ou les Druzes défavorisés et, plus encore, les alaouites entrevoyaient, pour améliorer leur condition, des possibilités de passe-droits, des chances d'accéder à l'appareil d'État ou à des emplois. Rien de tel pour les sunnites. Ensuite, si la protestation a mobilisé à parts égales les intellectuels de toutes les confessions, il n'en a pas été vraiment de même dans les couches populaires : au sein des minorités chrétienne, druze ou alaouite, à la différence des intellectuels, ces composantes défavorisées de la société se sont malheureusement montrées bien plus réceptives à la propagande destinée à les couper de la majorité sunnite.

S'agissant des groupes islamistes radicaux comme Jabhat al-Nosra, bien sûr que je les crains. Mais ni plus ni moins que tous les extrémistes, qu'ils soient sunnites ou alaouites, mais également marxistes, nationalistes ou chrétiens. Aujourd'hui, ces groupes islamistes ont de toute évidence pris un certain ascendant sur le terrain. Mais cela tient au fait que nous sommes dans le contexte d'une lutte armée. Leur légitimité est forte, car ils luttent contre – et donc protègent de – la terrible violence de l'État.

Dès que cette violence aura cessé, tout ce qui crédibilise leur radicalisme cessera tout autant. Car je ne crois absolument pas que leurs quelques milliers de membres puissent prendre le contrôle du pays, ni par les armes ni ensuite dans les urnes ! Nous aurons donc à mener contre eux un combat, mais celui-ci sera politique et ce que je connais de la pratique religieuse dominante chez les Syriens me convainc qu'ils ne seront aucunement en mesure de l'emporter. Il n'y a donc aucune raison de prétexter aujourd'hui du danger qu'ils représenteraient pour la transition démocratique afin de prolonger la vie du régime

qui, en réalité, a contribué à les fabriquer.

À peine les premières manifestations de Deraa avaient-elles eu lieu que fleurit ainsi une campagne de communication gouvernementale particulièrement pernicieuse. « Si l'on me demande à quelle communauté j'appartiens, je réponds : je suis syrien(ne) », proclamaient en souriant des citoyennes et des citoyens supposés représenter toutes les composantes de la mosaïque ethnique et confessionnelle du pays. Derrière cette banale affirmation se cachait un inavouable sous-entendu : qui donc, et avec quel dessein, osait bien poser une telle question, parfaitement incongrue dans le « politiquement correct » syrien ? Il existait en fait, sous-entendaient les communicateurs du régime, des Syriens qui avaient l'intention d'en stigmatiser d'autres sur la seule base de leur appartenance religieuse ou ethnique ! Les médias officiels diffusèrent également avec insistance une version des premiers heurts de Lattaquié tout entière construite sur le registre, jamais étayé, d'une agression concertée contre les alaouites par leurs voisins sunnites, aidés de commandos étrangers financés par le Liban et l'Arabie. D'un bout à l'autre de la Syrie, les manifestants eurent beau s'époumoner à crier « *Al-chaab al-Souri wahid wahid wahid* » (« Le peuple de Syrie est un, un, un ») et, à Deraa, les cibles des snipers du régime demander avec exaspération : « Mais qu'est-ce que c'est, un salafi ? », la rhétorique du régime continua à réduire la visibilité de leurs motivations à un inacceptable prurit sectaire sunnite.

Tout en confessionnalisant – c'est-à-dire en dépolitisant et en segmentant, selon un schéma consubstantiel de ce régime et comparable à celui des putschistes algériens de janvier 1992 – l'agenda et le front de ses opposants, le régime s'est efforcé ensuite de les contraindre, par la violence de sa répression, à l'autodéfense puis à la militarisation. Cela afin de transférer sur le terrain sécuritaire puis sur celui de la confrontation militaire totale une contestation qu'il savait ne pas pouvoir contenir « à la régulière » sur le terrain pacifique et politique. Avec une facilité révélatrice de l'état d'inachèvement de la fabrique citoyenne, c'est en exploitant les vieilles fractures confessionnelles et ethniques qu'il se vantait d'avoir fait disparaître, tout en les entretenant savamment, que le régime va en grande partie réussir à entraver la cohésion montante des protestataires. Il le fera avec « brio » en sollicitant les lignes

mémorielles propres à chacune des communautés : aux chrétiens le rappel des massacres islamistes irakiens, aux druzes leur antagonisme historique avec les tribus du Hauran, aux alaouites leur longue et douloureuse domination par les bourgeoisies sunnites, etc. Cette politique de division sectaire a parallèlement contribué à prémunir sa propre base confessionnelle de toute division significative, freinant de fait le rythme des défections au sein du noyau des forces armées et des appareils de sécurité, ainsi bien sûr que dans le premier cercle du pouvoir.

En dehors des réseaux sociaux, les manifestations initiales se tenaient principalement – selon une tradition quasi millénaire réactualisée dans les années 1930 lors des luttes anti-mandataires – à l’occasion de la prière (musulmane) du vendredi, seul rassemblement public à ne pas tomber sous le coup de la loi sur l’état d’urgence. C’est dans cette brèche que s’est engouffrée la communication du régime. Par un pernicieux tour de passe-passe, ceux qui s’en prenaient banalement à la dérive autoritaire et clientéliste ou à la corruption que leurs voisins égyptiens et tunisiens dénonçaient alors avec succès, furent indistinctement taxés d’être des partisans sectaires de la « sédition confessionnelle » ; et accusés de vouloir, comme la France mandataire avant eux ou l’État hébreu depuis sa création, « dépecer » le pays le long des lignes séparant ses différentes communautés. Cette stratégie de communication prenait fort cyniquement, à l’instar des prophéties auto-réalisatrices, le risque de nourrir le virus de cette division sectaire dont le pouvoir prétendait précisément protéger le pays. Force est de constater qu’il n’a pas totalement échoué.

L’autoritarisme du régime et son jeu communautariste

Le régime de Bachar al-Assad s’est donc consacré à crédibiliser à l’intérieur la thèse d’une punition qui lui serait – par commandos djihadistes interposés – infligée par l’Occident impérialiste pour le punir de s’être allié avec l’Iran et le Hezbollah pour combattre l’ordre régional israélo-américain. Et, comme si la revendication démocratique était antinomique avec la résistance anti-impérialiste et qu’un Parlement librement élu allait s’empresse de vendre les intérêts nationaux au voisin ennemi hébreu ou à ses sponsors occidentaux, il s’est attribué l’exclusivité de la tolérance interconfessionnelle – garante de la cohésion du tissu national – et de la volonté de

résistance nationaliste. La manœuvre était habile : en se proclamant le défenseur de la diversité, Bachar entendait se poser au-dessus du confessionnalisme. Mais il obligeait ses adversaires à y prendre pied : en niant la réalité de cette problématique, ils risquaient de se faire accuser de défendre le fait majoritaire sunnite ; et en cherchant à donner des garanties à chacune des communautés, ils nourrissaient eux-mêmes la spirale des rivalités et de la division.

De fait, cette stratégie a réussi à capitaliser, malgré de courageuses exceptions à la règle, le soutien au régime d'une écrasante majorité de la communauté alaouite, largement constituée des membres de l'encadrement sécuritaire. La hiérarchie des Églises chrétiennes (grecque orthodoxe, grecque catholique, syriaque, arménienne, etc., soit environ 8 % de la population) et une majorité de ses fidèles s'y sont manifestement ralliés : tous rites confondus, les Églises se sont montrées réservées face à l'hypothèse d'un rééquilibrage qui s'opérerait inévitablement au profit de la majorité sunnite et supprimerait le « cordon sanitaire » de la minorité alaouite gouvernante. Plusieurs personnalités ecclésiastiques ont pris ainsi le parti d'assimiler publiquement, sans trop de nuances, les sunnites aux Frères musulmans et ces derniers aux auteurs, trente ans plus tôt à Hama, d'un soulèvement dont le lexique n'avait pas toujours évité les raccourcis de la stigmatisation sectaire.

Les Druzes, autre minorité musulmane chiite constituant environ 10 % de la population [Roussel, 2011], ont adopté une attitude de neutralité et, même s'ils ont fourni quelques individualités actives, notamment dans le domaine de l'action humanitaire, ils ne se sont que très partiellement associés à la protestation. Quant aux Kurdes, majoritairement des musulmans sunnites, après avoir été des obstacles à la volonté nationaliste baassiste d'instrumentaliser la référence arabe, puis, à l'opposé, une minorité devenue précieuse pour former une alliance contre la majorité arabo-sunnite, ils étaient redevenus, depuis le début du conflit irakien en 2003 et le spectre d'un Kurdistan autonome, les cibles d'une vigilance répressive du régime qui avait contribué à déclencher en 2004 de violentes émeutes dans la ville de Kameshli. Ayant échoué à se les concilier par plusieurs mesures ponctuelles (la célébration plus officielle que par le passé de la fête du Norouz et l'attribution de la nationalité syrienne à plusieurs milliers de citoyens longtemps demeurés apatrides), le régime a

utilisé la carte du démembrement national : il s'est retiré des zones kurdes en tant que puissance publique et a favorisé comme nouvelles autorités locales les partis kurdes partisans de l'autonomie, lesquels ont progressivement choisi de se détacher de la révolte nationale pour mieux affirmer leur mainmise sur ces territoires.

Pour comprendre la relative efficacité de cette stratégie de Damas, il faut rappeler que, sur ce terrain brûlant des divisions ethno-confessionnelles, la configuration de la société syrienne était très différente de celle de la Tunisie, de la Libye ou de l'Égypte multiconfessionnelle, mais tout autant de sociétés également composites telles que celles de l'Irak ou du Liban voisins. Dans ces deux dernières, qui sont déjà passées par l'épreuve d'une guerre civile, la coexistence intercommunautaire, si fragile demeure-t-elle, est le résultat de l'établissement d'un véritable lien politique, volontaire et assumé, avec ses avantages comme avec ses risques. Le Liban en a donné un exemple, la moitié de la communauté maronite dépassant le vieux potentiel conflictuel pour nouer une alliance électorale avec le Hezbollah chiite. En Syrie, l'assise de cette « remarquable coexistence communautaire » que le régime aimait tant inscrire à son crédit et que chaque visiteur était invité à aller célébrer dans l'« entrelacs des minarets et des clochers de la vieille ville » a très régulièrement été surestimée par le regard extérieur.

L'« œcuménisme laïque » promu par le Baas syrien devait sans doute moins au positionnement laïque du régime qu'à son autoritarisme. Au nom d'une coexistence excluant toute expression dissonante, il signifiait également le gel *de facto* de toute relation explicitement intercommunautaire. Dans le champ religieux, la posture de la minorité alaouite au pouvoir apparaît *a posteriori* comme un lexique minoritaire : c'est notamment parce qu'elle avait conscience que le Dieu de la majorité démographique n'était pas exactement le « sien » qu'elle a longtemps veillé scrupuleusement à réduire l'expression religieuse de toutes les appartenances, y compris la sienne, au profit d'une rigoureuse laïcité du lexique politique. Une fois prise cette précaution de principe – qui lui permettait de condamner à mort une bonne partie de ses opposants sur le seul soupçon d'appartenance aux Frères musulmans –, elle ne s'est jamais privée de manier elle-même à son profit le lexique de la confessionnalisation : « Dieu protège la Syrie », proclament ainsi dans le « pays le plus laïque de la région » les banderoles qui

accueillent le visiteur arrivant de Beyrouth. Et pour contrer le slogan initial de ses contestataires (« Dieu, la Syrie, la liberté et c'est tout »), les communicateurs du régime n'ont pas davantage hésité à lier le destin du Président à la même soumission divine (« Dieu, la Syrie, Bachar et c'est tout »).

C'est en fait le ciment autoritariste, bien plus qu'une volonté librement exprimée par chacune des communautés concernées, qui apparaît aujourd'hui avoir maintenu, par la force et « par le haut », la coexistence interconfessionnelle. Gratte-t-on un tant soit peu le vernis de la cohabitation et ce sont, y compris chez les minorités chrétiennes, d'autres discours, parfaitement sectaires et, souvent, d'une rare virulence, qui font très vite surface : tel prêtre qui aborde dans la rue le résident étranger à Damas tient à évoquer ainsi avec passion cette menace que ferait peser à ses yeux la « loi satanique » que mettrait inévitablement en œuvre un pouvoir sunnite. La crise a révélé à quel point, sans préjuger d'alliances stratégiques ponctuelles, la dynamique citoyenne avait été vidée – fut-ce provisoirement – d'une large partie de sa fonctionnalité.

Parallèlement, pour accélérer la militarisation de l'opposition tout en favorisant le développement en son sein d'excroissances radicales, pour nourrir ce faisant une stratégie de la confusion et provoquer un réflexe de peur, les officines du régime vont libérer des prisonniers de droit commun ainsi que les membres des groupuscules djihadistes qu'ils avaient manipulés au milieu des années 2000 au service de leur politique irakienne d'abord, libanaise ensuite. Sur la scène occidentale, cette confessionnalisation et cette radicalisation vont d'autant plus facilement miner le crédit de l'opposition politique que celle-ci va se révéler incapable de surmonter ses différends stratégiques et idéologiques. Sur la scène intérieure, elle va contribuer à laisser se développer l'engrenage de la « purification ethnique » et de parcellisation de la confrontation, certes initiée par le régime, mais progressivement assumée très explicitement par les deux camps.

C'est cette même stratégie de division des rangs de ses opposants intérieurs que, sur la scène régionale et internationale, sans avoir eu cette fois à l'initier, Bachar al-Assad a su exploiter avec une réelle efficacité pour se trouver, en septembre 2013, très loin de l'isolement où s'était laissé enfermer son alter ego libyen du « front du refus ».

À l'international : Poutine contre Obama et Hollande, Téhéran contre Riyad...

L'internationalisation profonde de la crise syrienne a très vite constitué la plus marquante de ses spécificités. Elle a été le produit de la rencontre fertile de deux volontés : celle, logique de Damas, d'« intéresser » à sa survie ses sponsors étrangers, russe, iranien ou libanais, mais également celle de ces partenaires d'user de leur « carte syrienne » comme d'un atout majeur de leur propre agenda régional ou « international ». Cette conjonction d'intérêts va permettre à Damas de capitaliser très rapidement des soutiens qu'aucun de ses homologues maghrébins ou égyptiens, plus étroitement dépendants de l'environnement occidental, n'avait réussi à mobiliser.

Secondaire dans les cas tunisien et égyptien, l'appui de la communauté internationale, pour une fois unie (du Conseil de sécurité à la Ligue arabe en passant par l'OTAN et la Russie) à l'opposition libyenne avait eu l'effet décisif que l'on sait. En sens inverse, le régime de Bachar al-Assad avait réussi, en août 2013, à demeurer à l'abri d'un véritable rempart diplomatique interdisant au petit nombre de ceux qui auraient pu être favorables à une solution militaire « à la libyenne », de l'envisager. À l'opposé du timide partenariat occidental acquis à l'opposition, l'engagement des partenaires de Damas s'est de surcroît immédiatement concentré sur l'essentiel, à savoir la préservation voir le renforcement de son écrasante supériorité militaire. En septembre 2013, à l'heure où la pression militaire du régime continuait à s'accroître, les partisans de la survie de Bachar et les adversaires de ses opposants constituaient une coalition inattendue d'acteurs aux motivations disparates mais néanmoins convergentes.

Comme sur la scène intérieure, le régime syrien était, il est vrai, loin d'être aussi isolé en mars 2011 que ceux de la façade nord de l'Afrique. Sur le terrain du conflit israélo-arabe, la différence entre les régimes de Bachar al-Assad et de Hosni Moubarak était évidente : c'est bien la Syrie de Bachar qui envoyait des convois humanitaires à la Palestine et l'Égypte de Moubarak qui les bloquait à l'entrée de Gaza. Et c'était bien la Syrie, malgré le choix d'une stratégie de conciliation sur le Golan, qui soutenait aux côtés de l'Iran la résistance du Hezbollah libanais contre l'État hébreu. Au sortir de la longue ostracisation consécutive à son implication présumée dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005

[Picard, 2005], le leader syrien était par ailleurs, depuis son retour spectaculaire dans les rangs de l'Union pour la Méditerranée et les cercles de la diplomatie européenne puis états-unienne, en pleine ascension diplomatique. À partir de mai 2008, les ministres français ou européens se bousculaient littéralement à Damas. Bachar al-Assad jouissait alors personnellement d'une image infiniment plus positive que celle de Kadhafi – qui s'était acheté lui aussi son entrée, en 2003, sur la scène diplomatique occidentale « légitime ». Bachar séduisait alors ses interlocuteurs européens par le réalisme de sa communication politique – peaufinée par l'ancien ministre libanais Michel Samaha et un réseau de journalistes, pas seulement arabes, mobilisés pour la cause –, sa maîtrise des dossiers et le modernisme de son « œcuménisme laïque ».

Lorsqu'il est, quelques mois plus tard, rejeté brutalement par ses fugitifs amis occidentaux, Bachar al-Assad va se replier sans surprise sur le premier cercle de ses alliés historiques, la Russie, le Hezbollah libanais et son puissant sponsor iranien. À la Russie de Vladimir Poutine, à la fois viscéralement hostile à toute expression de l'islam politique, ennemie d'une Turquie jugée trop proche des indépendantistes caucasiens et, par-dessus tout, avide de reconnaissance internationale plus encore que de débouchés en Méditerranée, Damas va garantir d'abord la pérennité de sa présence militaire dans le port de Tartous. Mais Damas va surtout offrir à Poutine l'occasion très longtemps attendue de venger, en contrariant l'agenda syrien des Occidentaux, les affronts successifs qu'ils lui avaient infligés : cette « révolution orange » d'abord, encouragée à ses portes mêmes par Washington et les Européens ; l'offensive de l'OTAN en Libye ensuite, où Moscou avait eu le sentiment d'être floué. À moindres frais – une posture diplomatique et un peu d'armements –, la bataille de Syrie a permis ainsi à Poutine de ramener sa Russie au rang, un temps perdu, de puissance mondiale. Et bien au-delà de la Russie, de l'Inde au Brésil, plusieurs démocraties émergentes (voir *infra*, chapitre 24) vont trouver dans la crise syrienne une manière de manifester une identique réprobation contre les modalités de l'intervention en Libye de la France et de l'OTAN. Ces humeurs sont, il est vrai, compréhensibles : le prétexte de la protection des populations libyennes, une fois approuvé par l'ONU, s'est transformé en une attaque frontale contre le régime suivie de surcroît d'une assez pitoyable façon de mendier des compensations pétrolières.

En direction du Hezbollah libanais et de son parrain iranien, ses partenaires du « front du refus », le régime de Bachar al-Assad a joué avec facilité sur l'inusable corde de la résistance aux menées régionales de l'État hébreu et de ses partenaires occidentaux, accordant au leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, une reconnaissance internationale dont aucun acteur libanais n'avait jamais bénéficié. Une large partie des gauches européennes et arabes l'a soutenu au nom de ces mêmes idéaux, projetés souvent artificiellement sur la scène d'un conflit largement idéalisé. L'inconfort de toute une génération de militants, arabes ou européens, sollicités pour cautionner des « libérations » qui s'opéraient avec le soutien des diplomaties européennes ou, pire encore, grâce aux forceps des bombes de l'OTAN, va profondément diviser la scène nationaliste arabe. Tout comme il l'avait fait sur la scène intérieure, le régime de Bachar al-Assad n'a pas hésité à renier le credo baassiste de la laïcité arabe pour mobiliser les ressorts moins nobles de la guerre sectaire. Iran et Hezbollah libanais, mobilisés au nom de la résistance à l'impérialisme israélien, l'ont été également, de en plus ouvertement, tout comme les alaouites libanais ou turcs, ou les chiites irakiens, sur la base d'une solidarité « anti-sunnite » qui est allée en s'explicitant, donnant notamment lieu, aux abords du mausolée de Sayeda Zainab, lors de la chute de la ville de Qusayr en juin 2013, à des réjouissances aux intonations explicitement sectaires.

Et au-delà du premier cercle de la Russie et du tandem libano-iranien, le régime syrien a également réussi à se concilier, au Chili, en Argentine et au Brésil notamment l'appui d'un lobbying actif des diasporas syro-libanaises, sensibilisées à son soutien non seulement parce qu'elles comptent une majorité de chrétiens, mais aussi sur le registre réactif de la solidarité « anti-impérialiste ».

Au plan régional : diviser encore !

À cette liste déjà longue de ceux dont l'opposition syrienne peine à vaincre la résistance, s'ajoute enfin le camp puissant des régimes rescapés de la première vague des « printemps arabes » et qui, du Bahreïn au Maroc en passant par la Jordanie, se savent toujours menacés. Et début juillet 2013, ils ont reçu le renfort décisif, sur le plan symbolique peut-être plus encore que politique, de l'appareil militaire égyptien, auteur de la première contre-révolution depuis les soulèvements de 2011 dans la

région. Les membres (anciens et actuels) de la puissante confrérie des « dictateurs sans frontières » sont en effet loin de demeurer inactifs. Logiquement soutenus par les tenants des partis déchus lors des printemps tunisien et, dans une moindre mesure, libyen, ils constituent depuis des forces toujours bien vivantes qui œuvrent pour préparer la contre-révolution qui doit les ramener au pouvoir, ouvertement ou en sous-main avec des procédés peu avouables – les historiens auront peut-être des surprises lorsqu’aboutiront les enquêtes sur les commanditaires de l’assassinat du Tunisien Choukri Belaïd en février 2013.

Or, comme l’a montré en Égypte la convergence politique entre le mouvement Tamarrod (rébellion) et l’armée, ce camp fort composite de la « revanche » a rallié certaines composantes des oppositions « libérales » ou de gauche. En refusant de s’associer à l’opposition syrienne, de larges pans des gauches arabes entendent surtout demeurer fidèles à une mobilisation anti-impérialiste qu’ils rechignent à voir reprise à son compte, même partiellement, par la génération islamiste. Ils ne se mobilisent certes pas pour soutenir Bachar al-Assad, mais contre l’axe occidental-arabe qui s’est rangé aux côtés de ses opposants – voire les aurait « fabriqués », à grand renfort de capitaux qataris et saoudiens.

Moins souvent exprimée en tant que telle car elle est de fait moins dicible, une autre raison pour certains de ces courants de bouder l’opposition syrienne voudrait qu’après leur amère défaite électorale devant les islamistes dans leurs enceintes nationales respectives, ils n’entendent pas encourager leur accès au pouvoir dans un autre pays de la région. Ceux-là s’accommoderaient en quelque sorte de voir les canons de Bachar détruire par procuration ceux qui ont eu l’impudence de les défaire chez eux dans les urnes. La visibilité de ces acteurs dans les médias occidentaux, qui est – tout particulièrement dans le cas de la Tunisie – presque inversement proportionnelle à leur audience électorale, laisse penser qu’elle n’est pas totalement étrangère aux manœuvres des partis déchus contre les vainqueurs islamistes des premiers scrutins du printemps arabe.

Bachar a ainsi réussi à capitaliser un double soutien : celui de ses amis et celui d’une part significative des ennemis de ses ennemis, à mesure que s’affirmaient l’atmosphère religieuse de la mobilisation des combattants syriens et l’affirmation en

leur sein de groupes islamistes d'un radicalisme particulièrement inacceptable. Dans le même temps, les multiples composantes de l'opposition politique en exil, engluées dans leurs insolubles divisions internes qu'aggravaient celles de leurs divers « sponsors » occidentaux et arabes, n'en finissaient pas de se disputer les sièges d'une instance représentative pléthorique et peu fonctionnelle. Tandis que celles de l'opposition armée intérieure, systématiquement tenues en suspicion et sommées de faire face à des exigences (d'unité, de pluralisme, de modération, de laïcité, etc.) hors de portée des possibilités objectives du moment, étaient, militairement, soit abandonnées à leur sort, soit instrumentalisées et manipulées par les mêmes « sponsors », voire par les services secrets du régime. Les conséquences de cette atomisation ont été multiples et coûteuses : radicalisation, défaut de coordination stratégique, affaiblissement diplomatique.

L'État hébreu s'est contenté pour sa part d'observer avec délectation les étapes successives de l'affaiblissement de son ennemi syrien, veillant par quelques frappes aériennes sur des dépôts d'armement à affirmer son impérieuse volonté d'empêcher, plus encore que la Syrie, le plus entreprenant de ses alliés régionaux, le Hezbollah libanais, de renforcer sa capacité militaire.

Opinions et dirigeants occidentaux, plus divisés que jamais sur la stratégie à suivre face au régime, n'en finissent pas d'empêcher tout renforcement décisif du potentiel militaire de l'opposition, assurant ainsi les conditions de la survie du régime de Bachar al-Assad.

Sa capacité à se maintenir au pouvoir après trente mois d'une guerre civile aux conséquences dramatiques ne peut toutefois se comprendre pleinement sans un retour plus détaillé sur les racines profondes de ses « ressources sécuritaires ».

Beyrouth-Aix-en-Provence septembre 2013